



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Envoyé en préfecture le 28/07/2022

Reçu en préfecture le 28/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220728-22_A_SE_0203-AR

ARRÊTÉ N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0203

du **28 JUIL. 2022**

portant diminution de 10 places sur le foyer d'hébergement « Résidence Beauregard » de l'ESAT René Jaud par transformation de l'offre médico-sociale, géré par l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés de la Vienne (APAJH 86)

RENDU EXECUTOIRE LE

29 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles visé en ses articles D 313-2 et suivants, L 313-1 et suivants et L 312-1 et suivants ;

VU l'instruction N° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en oeuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 2018-A-DGAS-DHV-SE-0063 du 18 janvier 2018 modifiant la capacité du foyer d'hébergement « Résidence Beauregard » de l'ESAT René Jaud, de Châtelleraut ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0204 du **28 JUIL. 2022** fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale de l'E.A.N.M. « Foyer d'hébergement –ESAT René Jaud », géré par l'APAJH 86 ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2017-2021 conclu avec l'APAJH 86 et signé le 30 juin 2017, et son avenant, signé le 14 mars 2022 ;

CONSIDERANT que la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature de FINESS induit la modification d'intitulé pour la catégorie d'établissement, le type d'accueil et le public accompagné ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en vigueur par lequel une transformation de l'offre progressive (diminution de places de foyer d'hébergement au profit de l'augmentation de places de foyer de vie et de SAVS avec la notion de file active et fermeture de places de sections annexes) a été organisée depuis 2017, permettant de concilier la nécessité de faire correspondre l'offre aux besoins du territoire de la Vienne et celle de prendre en compte les nouveaux besoins de la population accueillie dans les ESSMS du secteur du handicap ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés de la Vienne (APAJH 86), à MIGNE AUXANCES (86), est autorisée à diminuer de 10 places d'accueil et d'accompagnement non médicalisé la capacité de l'E.A.N.M. « Foyer d'hébergement - ESAT René Jaud ».

En conséquence, la capacité totale est portée à 35 places d'accueil et d'accompagnement non médicalisé.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

1°) Entité juridique :

N° FINESS	860010792
Raison sociale	Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH 86)
Adresse	25 Rue Saint Nicolas 86440 MIGNE-AUXANCES
Statut juridique	61 – Association Loi de 1901 Reconnue d'utilité publique

2°) Entité géographique :

Entité établissement	E.A.N.M. «Foyer d'Hébergement - ESAT René Jaud »
n° FINESS	860784347
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	30 Route de Pleumartin 86100 CHATELLERAULT
Capacité	35

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accueil et accompagnement non médicalisé de personnes handicap.	11	Hébergement complet internat	117	Déficiência intellectuelle	35

ARTICLE 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-204 du **28 JUL. 2022** fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032.

Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de

l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation transmet à l'autorité compétente une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 8 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 9 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **28 JUL. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 28/07/2022

Reçu en préfecture le 28/07/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220728-22_A_SE_0203-AR